

Europe

La classe ouvrière aux prises avec la crise du capitalisme

Les économistes, les pacifistes, les hommes d'affaires, et même simplement les braillards bourgeois parlent volontiers des États-Unis d'Europe. Mais cette tâche est au-dessus des forces de la bourgeoisie européenne, rongée par ses antagonismes. Seul, le prolétariat victorieux pourra réaliser l'union de l'Europe. Où qu'éclate la révolution et à quelque rythme qu'elle se développe, l'union économique de l'Europe est la condition première de sa refonte socialiste. (Léon Trotsky, *L'Europe et l'Amérique*, 1924)

DE LA RÉCESSION MONDIALE À LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE

La dernière crise capitaliste mondiale a pris la forme d'une crise financière en 2007 (voir *Révolution socialiste* n° 27) puis d'une crise économique en 2008 à l'échelle mondiale (voir *RS* n° 28) et maintenant de la crise financière et fiscale de la plupart des États.

De 2007 à 2009, le libéralisme qui sert d'argument à la mise en cause des acquis des travailleurs a été mis en veille pour faire place temporairement à l'interventionnisme à grande échelle (voir *RS* n° 31 et n° 32). Les États bourgeois, y compris la Chine, ont alors secouru le capital, en aidant chacun leurs groupes automobiles et leurs banques, tout en entreprenant de faire payer cette crise à leur prolétariat... et aux prolétariat des autres pays dans le cas des puissances impérialistes. D'un côté, cela a conduit à l'ébranlement de toute l'Afrique du nord (voir l'éditorial de ce numéro), de l'autre à une crise de l'Union européenne qui a fait douter un temps de la survie de l'euro.

Les déficits budgétaires sont apparus (Espagne, Irlande...) ou se sont aggravés (Japon, États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne...). La dette publique croissante pèse sur la stabilité de l'Union européenne (UE), les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés d'investissement ne consentant à prêter qu'à des taux d'intérêt prohibitifs aux États soupçonnés de ne pouvoir rembourser leurs emprunts (la Grèce, le Portugal, l'Irlande). Mais aucun n'est à l'abri des exigences des « marchés » et de la spéculation qui les amplifient (en particulier sur les marchés de produits financiers déri-

vés, dont les CDS). Seulement 3 des 27 États-membres de l'UE (Estonie, Suède, et Luxembourg, les deux premiers n'étant pas membres de la zone euro) ne sont pas sous le coup d'une procédure pour déficit excessif (plus de 3 % du PIB).

Les derniers mois furent le théâtre, avec la crise de la dette publique, de l'émergence de divisions significatives dans la zone euro. Dans une lettre adressée aux instances dirigeantes de l'UE, Sarkozy et Merkel avaient assuré être « *pleinement attachés à préserver la solidité, la stabilité et l'unité de la zone euro* » et se disaient prêts à « *prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'une crise de cette nature se reproduise* » (*Le Monde*, 6 mai 2010).

Il est également question de « *sanctions plus efficaces... d'élargissement de la surveillance* » – des États moins puissants par les impérialismes allemand et français, doit-en comprendre.

Par ailleurs, le directeur du FMI Dominique Strauss-Kahn (membre du PS français) déclare :

Nous avons besoin de meilleurs outils de surveillance pour organiser les transferts d'une partie de la zone euro vers d'autres parties. (*Financial Times*, 12 mai 2010)

La Commission européenne envisage de priver de subventions européennes des gouvernements dont elle juge les dépenses budgétaires trop importantes. Il est question de sanctionner les États considérés fautifs (voir *RS* n° 33) ; l'incapacité pour l'UE de se constituer en États-Unis d'Europe est étalée en public : « *le président français a menacé de sortir de la zone euro* » (*El Pais*, 14 mai 2010) ; « *le nouveau ministre des Finances britannique George Osborne a demandé... un gel du budget de l'Union européenne en 2011, jugeant la proposition de l'augmenter "inacceptable"* » (*AFP*, 18 mai 2010).

UN LABORIEUX SAUVETAGE DE L'EURO

Les États de l'Union européenne ont finalement amendé le Traité de Lisbonne en ajoutant une phrase :

L'accès à toute assistance financière dans le cadre du mécanisme sera soumis à une conditionnalité stricte.

Celle-ci ridiculise le traité, puisque ce dernier prévoit toujours par ailleurs que le soutien à un État doit se faire de façon exceptionnelle.

Un Fonds européen de stabilité financière a été mis en place pour garantir la stabilité de la zone euro. Ce « plan de sauvetage » correspond à un fonds de 750 milliards d'euros destiné à financer les États en difficulté. L'aide est conditionnée par l'engagement de ces États à réduire massivement

Perspectives Macro, 1^{er} trimestre 2011

	Solde budgétaire			Dette publique		
	2010	2011	2012	2010	2011	2012
États-Unis	-8,9	-8,8	-7,4	61,6	66,5	66,0
Japon	-10,3	-10,0	-9,7	197,0	206,0	210,0
Zone euro	-6,3	-4,8	-3,7	83,6	86,4	87,8
Allemagne	-3,8	-2,4	-1,5	75,0	75,1	75,1
France	-7,7	-6,2	-5,2	82,8	86,7	89,2
Italie	-4,8	-4,1	-3,1	117,8	120,0	121,8
Espagne	-9,9	-7,8	-5,4	63,0	69,1	72,8
Pays-Bas	-5,8	-3,9	-2,9	64,7	66,4	67,7
Belgique	-4,7	-4,5	-4,6	98,9	101,1	102,4
Grèce	-9,4	-7,4	-6,5	141,4	153,9	162,0
Irlande	-32,6	-10,0	-7,8	98,4	103,6	106,4
Portugal	-7,3	-5,0	-4,0	82,4	87,1	88,3
Royaume-Uni	-8,6	-7,8	-5,6	75,6	80,6	82,7

leurs déficits, c'est-à-dire à le ramener à un niveau correspondant à moins de 3 % du PIB, dans les normes prescrites par le Pacte de stabilité. Ce chiffre est actuellement de 32 % pour l'Irlande, de 15 % pour la Grèce. Correspondant à 9 % du PIB de l'ensemble des États de la zone euro, ce fonds est financé de deux manières.

Les deux tiers du financement sont assurés par l'UE ; ils se décomposent en un apport des États-membres de la zone euro (90 %) – l'État français verse 88 milliards – et un apport du budget de l'UE (10 %). Le dernier tiers est apporté par le FMI.

C'est la première fois qu'un mécanisme de ce type est mis en oeuvre. Concrètement, si un État ne parvient pas à financer sa dette, ce fonds émettra des obligations, et donc les remboursera, dans l'objectif de persuader les capitalistes de la finance, c'est-à-dire les banques internationales pudiquement désignées par le terme anonyme de « marchés » par la presse bourgeoise.

Ce fonds a donné lieu à de nombreux affrontements entre les États de la zone euro sur leur contribution. L'impérialisme français a d'abord rejeté la responsabilité sur certains États :

Cette crise n'est pas la crise de la zone euro, c'est avant tout la crise des pays qui ont été affaiblis par la récession économique qui a révélé et qui a amplifié les lacunes de leurs modèles de croissance.
(Fillon, *Vœux à la presse*, 10 janvier 2011)

Ensuite, l'Allemagne et la France, les deux principaux contributeurs, ont fermement refusé d'élargir ce fonds – « *Nous sommes encore loin de l'avoir épuisé* » (Merkel, *Les Échos*, 12 janvier 2011) ; « *un effet déresponsabilisant pour chaque État* » (Sarkozy, *Les Échos*, 13 janvier 2011) – avant, face à la gravité de la situation, de changer d'avis en se déclarant disposés à augmenter le capital de ce fonds « *si nécessaire* » (Schäuble, ministre allemand des finances, *Les Échos*, 14 janvier 2011).

En outre, les difficultés d'adoption du budget de l'UE, qui pourtant ne représente qu'1 % du PIB de l'ensemble des États-membres, témoignent de divergences assez significatives. D'abord rejeté le 16 novembre 2010 sous

l'impulsion des gouvernements britannique, néerlandais et suédois, il fut adopté à la hâte le 20 décembre.

L'écart entre une politique monétaire commune et une politique budgétaire restée nationale fragilise l'Union, mais elle est difficilement surmontable, sauf à franchir des pas supplémentaires vers l'unification, ce qui est peu vraisemblable :

Reste que les gouvernements de l'UE s'accordent pour faire payer leur classe ouvrière : « *L'essentiel des efforts doit porter sur les réformes structurelles* » (Didier Reynders, ministre belge des Finances, *Le Soir*, 11 mai 2010).

En raison de la perte significative de plus-value liée à l'éclatement et à la diffusion de la crise, les classes capitalistes doivent, pour redresser leur taux de profit, à la fois augmenter le taux d'exploitation (allongement de la durée du travail, intensification du travail, diminution des dépenses sociales, baisses de salaire) et diminuer la somme de capital investi.

APRÈS LA GRÈCE, LE TOUR DE L'IRLANDE

En Grèce, en plus des violentes attaques dont les travailleurs ont déjà fait l'objet (voir *RS* n° 32), un plan du gouvernement dirigé par le Pasok, membre de l'Internationale socialiste, intitulé « *Mesures urgentes d'application du plan de redressement* » et adopté le 15 décembre 2010, impose des baisses de 10 à 25 % des salaires supérieurs à 1 800 € bruts dans les « *Deko* » – il s'agit d'une cinquantaine d'entreprises assurant des missions de service public (chemins de fer, télévision publique, transports urbains...).

Il crée des contrats de travail spéciaux d'entreprise pouvant contourner les conventions collectives de branche, il prévoit que les heures supplémentaires seront payées au même taux que les autres heures de travail, il limite le préavis de licenciement à un mois (il pouvait aller jusqu'à 2 ans pour les salariés les plus anciens).

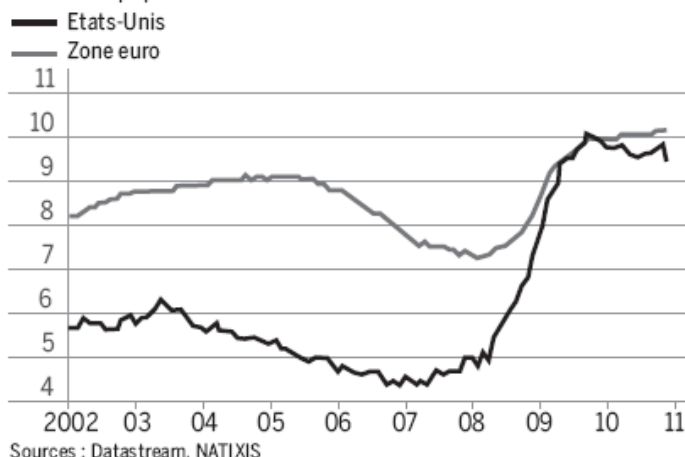
En revanche, le taux d'imposition des profits a été diminué de 24 à 20 %.

L'Irlande, longtemps présenté comme une réussite économique, comme le « *tigre celtique* » – en référence aux « *Tigres* » d'Asie du sud-est qui ont sombré eux-mêmes voici plus de dix ans – n'a pas longtemps fait illusion. Le PIB irlandais a chuté de 3 % en 2008, de 7 % en 2009. Le taux de chômage est proche de 14 % – il était de 4,3 % en 2005.

Touchée de plein fouet par le capital financier, l'Irlande a reçu une aide de l'UE de 85 milliards d'euros (plus de la moitié de son PIB). Le gouvernement allemand était réticent – « *on ne peut pas sans arrêt dire à nos électeurs et à nos citoyens que le coût de certains risques doit être supporté par le contribuable et pas par ceux qui se sont enrichis en prenant ces risques* » (*Financial Times*, 11 novembre 2010) –, mais face au risque d'explosion de l'UE qu'aurait constitué une faillite de l'économie irlandaise et les répercussions qu'elle aurait eues sur les autres États, il a changé d'avis. Le 22 novembre, une aide de 85 milliards d'euros (avec des intérêts allant jusqu'à

TAUX DE CHÔMAGE
en % de la population active

Le Monde, 25 janvier 2011



5,5 %) a été accordée au gouvernement irlandais, dont la coalition bourgeoise Fianna Fail-Green Party s'effrite.

A été annoncé en contrepartie un « plan d'austérité » de 15 milliards d'euros sur les quatre années à venir. 6 milliards de coupes seront mises en œuvre dès 2011 (le Parti travailliste irlandais, dans l'opposition, proposait quant à lui de réduire cette somme à 4,5 milliards). Les coupes comprennent la diminution du SMIC horaire de 11 % (de 8,65 € à 7,65 € bruts), la suppression de 24 750 postes de fonctionnaires (8 % de la force de travail du pays, ce qui équivaut à 350 000 postes en France), une baisse de 10 % des salaires pour les nouveaux fonctionnaires, une baisse de 10 % des allocations familiales, un passage à 68 ans de l'âge de départ à la retraite, une réduction de 3 milliards des budgets de la santé, de l'éducation, de la justice et de l'agriculture, un gel des retraites, une hausse de la TVA de 21 à 23 %, une hausse des droits d'inscription à l'université de 1 500 à 2 000 €...

Seule exception, le taux d'imposition sur les sociétés reste à 12,5 % (il est à ce niveau depuis 1998, date avant laquelle il était de 32 % – la moyenne des pays de l'UE est de 25,7 %).

DANS TOUTE L'EUROPE, L'AUSTÉRITÉ

Au Portugal, le gouvernement de Jose Socrates, qui est par ailleurs secrétaire général du Parti socialiste, a imposé des baisses des pensions de retraite et des allocations familiales, des hausses des impôts affectant particulièrement la classe ouvrière – en plus du gel des salaires des fonctionnaires, de la suppression de 73 000 postes de fonctionnaires, de la hausse de la TVA annoncés précédemment (voir RS n° 33).

En Espagne, où le taux de chômage dépasse 20 % (plus de 40 % chez les jeunes), le niveau le plus élevé des pays de l'UE, un plan d'austérité de 15 milliards d'euros a été voté à l'unanimité des députés. Il comprend une baisse des salaires des fonctionnaires, des suppressions de postes, une diminution des allocations familiales, un gel des retraites, une hausse de la TVA. Le 28 janvier 2011, le gouvernement, dirigé par le Parti socialiste ouvrier espagnol, valide le report de l'âge légal de départ à la retraite de 64 à 67 ans :

Les deux principaux syndicats du pays, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale du travail (UGT) ont accepté le relèvement de l'âge de départ. (Le Monde, 28 janvier 2011)

Les indemnités de licenciement sont largement amputées : alors que jusqu'à présent, elles s'élevaient à 45 jours de salaire par année de travail, elles vont être diminuées à 33 jours. Pour le Premier ministre Zapatero :

La réforme du travail... fournira plus de flexibilité aux entreprises en termes d'embauche du personnel. (CNBC, 2 décembre 2010)

Il s'agit sans aucun doute de la plus violente attaque contre les travailleurs depuis la fin du franquisme.

L'économie britannique a beau être moins fragilisée financièrement – de manière tout à fait relative, puisque près d'un million d'emplois à plein temps ont été perdus depuis le début de la récession –, les attaques contre les travailleurs ne sont pas moindres.

Alors que les PDG des 100 principales entreprises du pays voient leur revenu s'améliorer de 55 % entre 2009 et 2010, le gouvernement de Cameron, une coalition de deux partis bourgeois (Parti conservateur et Parti libéral-démocrate) annonce une baisse de 19 % du budget de ses ministères – la plus importante depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Pour l'enseignement supérieur, la baisse est de 40 %, avec en contrepartie une hausse des frais d'inscription, qui furent introduits en 1998, de 3 000 à 9 000 €.

Dans le secteur public, 490 000 postes devraient être supprimés.

L'âge de départ à la retraite sera relevé à 66 ans, une partie des services de santé sera transférée au secteur privé, les allocations sociales diminueront, le budget destiné à aider les plus pauvres diminuera de 16 %. Les maigres allocations chômage de 65 euros par semaine (environ 350 € par mois) seront supprimées en cas de refus de prendre un emploi (d'abord pendant trois mois puis pendant six mois et enfin définitivement).

Une analyse de l'Institut pour les études fiscales a révélé que les 10 % les plus pauvres perdraient des services équivalant à 20 % de leur revenu, alors que la perte ne serait que de 1,5 % pour les 10 % les plus riches. Il en ressort également qu'un million de personnes se retrouverait en situation de pauvreté d'ici trois ans. Pourtant, dans un cynisme délirant, le Premier ministre déclarait que ceci est « *juste, que toutes les catégories de l'échelle de revenu étaient affectées, car nous y sommes ensemble* » (*Financial Times*, 5 octobre 2010).

En Allemagne, le gouvernement adoptait le 28 octobre un plan de coupes budgétaires de 80 milliards d'euros sur quatre ans, avec la suppression des emplois précaires créés par le plan Hartz IV (voir RS n° 16), des suppressions de postes dans les organismes de recherche d'emploi et de formation, la suppression de l'allocation pour la naissance d'un enfant (300 €), la diminution des aides aux handicapés, une hausse des cotisations santé pour les travailleurs – celles des employeurs restant stables – ouvrant la voie à une privatisation des systèmes de santé...



En France, le gouvernement a réussi, grâce à la collusion des directions syndicales, à reculer l'âge de départ à la retraite (voir dans ce numéro).

En Italie, la contre-réforme de l'enseignement, assez similaire à la LRU, avec intégration des patrons dans la gestion des universités, mais aussi contractualisation des universitaires, remplacement des bourses par des prêts, implique une réduction de 130 000 enseignants, une coupe de 8 milliards d'euros, avec une réduction de 90 % des bourses d'étude.

En Bulgarie, les salaires des fonctionnaires sont réduits de 10 %, le budget de l'enseignement supérieur est amputé de 30 %, l'âge légal de départ à la retraite sera relevé de 60 à 63 ans pour les femmes et de 63 à 65 ans pour les hommes.

En Autriche, les budgets de la santé, de l'enseignement supérieur, ainsi que l'assistance publique pour les plus pauvres seront sensiblement réduits.

Au Danemark, les allocations chômage, les allocations familiales seront sérieusement amputées...

Qu'ils soient dirigés par des partis ouvriers-bourgeois ou par des partis purement bourgeois, les gouvernements de l'UE attaquent la valeur de la force de travail. Une hausse si radicale du taux d'exploitation de la classe ouvrière à l'échelle d'un continent est inédite depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Nécessairement, les travailleurs résistent, malgré les chefs de leurs syndicats.

LES CONTRÔLEURS AÉRIENS D'ESPAGNE RÉQUISITIONNÉS PAR LE GOUVERNEMENT « SOCIALISTE »

En Espagne, une grève de 24 heures a été organisée le 29 septembre. Elle a réuni plus de 10 millions de salariés, pour 18,6 millions de travailleurs dans le pays. Elle n'inquiète pas autrement le pouvoir :

Même si une grève générale a lieu le 29 septembre, je continuerai le dialogue avec le syndicat dès le jour suivant. (Zapatero, AFP, 1^{er} septembre 2010)

Reste que les directions syndicales n'ont aucune intention de chasser Zapatero : « *Nous ne demandons pas qu'il s'en aille, c'est à lui de nous dire s'il veut rester ou non* » (L'Humanité, 1^{er} octobre 2010).



Le 2 décembre, les contrôleurs aériens déclenchèrent une grève surprise à l'échelle nationale. Alfredo Pérez Rubalcaba, porte-parole du gouvernement, affirma que les contrôleurs « *prenaient le pays en otage* » en défendant leurs « *privilèges* ». Le gouvernement décréta l'état d'urgence le 3 décembre, une première depuis la mort de Franco.

Le contrôle du trafic aérien de l'Espagne est assumé directement par le ministère de la défense. Les militaires ont investi les aéroports pour assurer le service et débloquer la paralysie entraînée par la grève des contrôleurs civils. (El País, 3 décembre 2010)

Tous les fonctionnaires étaient réquisitionnés et toute désobéissance pouvait donner lieu à poursuite devant les tribunaux militaires (voir une des déclarations des Mpi de Barcelone dans ce numéro). Cette lutte fut trahie dès le début par les directions des deux principales confédérations syndicales du pays (CCOO et UGT) qui condamnèrent violemment ces travailleurs en grève, qu'ils accusèrent d'entreprendre des actions « *étrangères* » aux « *codes* » syndicaux normaux, leur signifiant leur « *rejet le plus puissant et le plus radical* ». Le 13 janvier, les secrétaires généraux des CCOO et de l'UGT refusèrent explicitement d'appeler à la grève avant le 28 janvier, jour où le gouvernement valida le recul de l'âge de départ à la retraite, préférant à la place soutenir le gouvernement qui montrait « *des signes et une volonté de parvenir à un accord* » (El Mundo, 13 janvier 2011).

À TRAVERS L'EUROPE, LES LUTTES RESTENT ENTRAVÉES PAR LES DIRECTIONS SYNDICALES

Des mouvements de grève se sont développés à travers l'Europe, en France (voir article dans ce numéro), en Grèce, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Grande-Bretagne... Outre la résistance des travailleurs, un point commun à tous ces pays est la lutte acharnée des directions syndicales pour empêcher que la bourgeoisie soit battue. Cette aristocratie ouvrière a choisi de soutenir le camp du capital contre celui des travailleurs.

En Grèce les travailleurs ont répondu aux appels à la grève d'un jour, à sept reprises en 2010, qui ont fait protégé le gouvernement PASOK. Le 15 décembre, 100 000 personnes défilèrent. Un peu plus tôt, le gouvernement Pasok envoya l'armée et la police anti-émeute contre une grève des conducteurs routiers, avec le soutien des directions syndicales.

Au Portugal, plus de trois millions de personnes – le pays compte 11,3 millions d'habitants – ont participé à la grève 24 novembre. Cet exutoire limité à un jour symbolique fut appelé conjointement par les deux confédérations syndicales CGTP et UGT, qui pratiquent en temps ordinaire une division forcenée des rangs ouvriers.

En Irlande, alors que les directions avaient accepté en avril de ne pas appeler à la grève pour les quatre prochaines années, 100 000 manifestants ont défilé à Dublin le 27 novembre.

En Roumanie, le ministère des Finances fut occupé par des salariés contre la suppression des primes ; en République tchèque, 150 000 personnes participèrent à une grève le 8 décembre – le chiffre le plus élevé depuis 1989.

En Islande, très touchée par la crise financière, le gouvernement a été chassé par les masses et une Assemblée constituante élue le 27 novembre 2010.

En Grande-Bretagne, le Trade Union Congress (TUC) – qui regroupe les principaux syndicats du pays : 6,2 millions de membres – capitule face au gouvernement Cameron. En juillet, il se prononça même contre la proposition de deux de ses principaux syndicats (Unite et Unison) d'appeler à une simple journée d'action contre les mesures du gouvernement. Il assura qu'il n'appellerait à aucune grève.

Plusieurs ministres... ont soit rencontré des dirigeants syndicaux, soit pris la parole lors d'événements organisés par le TUC. (The Independent, 24 août 2010)

Le TUC a même invité Cameron à participer à son congrès au mois de septembre, ce qu'il a décliné. Lors de ce congrès, la direction a confirmé qu'elle n'organiserait pas la résistance et a été proposé d'envoyer des « *délégués aux conférences des partis libéral-démocrate et conservateur* » (*Rapport du 142^e Congrès TUC, 7 octobre 2010*). Une manifestation nationale est prévue pour... mars.

LES RÉVOLTES D'ÉTUDIANTS

Le mouvement de la jeunesse le plus massif a eu lieu en Grande-Bretagne ; il fut proportionnel à la violence des attaques du gouvernement Cameron. Les étudiants ont alors déferlé pour se défendre contre l'offensive majeure du gouvernement, pour sauver le droit aux études, avec une manifestation de plus de 50 000 étudiants à Londres le 10 novembre. Le 24 novembre, 150 000 étudiants défilèrent dans tout le pays. Les étudiants ont occupé 25 universités, le siège des partis bourgeois (conservateur et libéral-démocrate), ils ont empêché le ministre de l'enseignement d'accéder à l'Université d'Oxford...

Les directions syndicales ont cherché à freiner le mouvement. Début décembre, le Syndicat national des étudiants (NUS) refusa d'appeler à participer à une manifestation nationale organisée quelques jours après par des étudiants le jour du vote du Parlement sur les droits d'inscription le 9 décembre (*The Guardian, 6 décembre 2010*).

En Italie, la grève est partie du système éducatif contre la contre-réforme Gelmini. 400 000 jeunes manifestèrent le 30 novembre 2010 dans plus de 70 villes du pays. 44 des 66 universités du pays étaient occupées, ainsi que des dizaines de lycées. Des étudiants ont pénétré dans le Sénat aux cris de « *Démission !* ». Le maire de Rome empêchait de manifester en centre-ville, près des lieux de pouvoir : « *Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour tenir loin du centre les manifestants* ». Le secrétaire d'État à l'Intérieur a même proposé d'étendre aux manifestations le Daspo,

un dispositif utilisé pour interdire l'accès aux stades de football des supporters violents.

En octobre, en Grèce, plusieurs universités furent occupées, une manifestation regroupa 17 000 étudiants et elle donna lieu à des heurts avec la police.

Des grèves et manifestations étudiantes eurent également lieu en Allemagne, en Autriche, en Bulgarie.

POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

La crise capitaliste mondiale a particulièrement frappé l'Europe et, en son sein, les économies de sa périphérie, démontrant la fragilité de toute l'UE et de l'euro.

La survie de ce mode de production engendre chômage et misère, chauvinisme et racisme. Pour obtenir la satisfaction des légitimes revendications de la population laborieuse, de la jeunesse en formation, il faut chasser les gouvernements bourgeois, exproprier les grands groupes capitalistes de toutes les branches, abattre les États bourgeois qui les protègent, abolir les frontières qui entravent la marche en avant de l'humanité, particulièrement archaïques, en Europe. Mais, dans le berceau du mouvement ouvrier, ses directions actuelles prétendent que le capitalisme, s'il était moins libéral et plus protectionniste, pourrait épargner les travailleurs. En pratique, tous les réformistes et semi-réformistes font obstacle à la lutte de classe résolue contre la bourgeoisie par des diversions : tantôt les illusions électorales et gouvernementales dans le cadre de l'État bourgeois et de la propriété privée, tantôt la « *négociation* » des plans anti-ouvriers, les « *journées d'actions* » impuissantes et les « *grèves reconductibles* » dispersées...

Pour parvenir à renverser le capitalisme, il faut donc d'autres partis que les partis européens parlementaires (LP, PS, PCF, PSOE, PRC, SPD, DL, PdG...) et leurs ombres portées (SWP, NPA, LO...).

Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent. (Rosa Luxemburg, Réforme sociale ou révolution ? 1898)

